



Union Nationale des Professions Libérales

La confédération interprofessionnelle des entreprises de professions libérales

La lettre sociale

avril 2011

Textes publiés

Retraites

- Décret n° 2011-408 du 15 avril 2011 relatif à la prise en compte des indemnités journalières d'assurance maternité pour la détermination du salaire annuel de base

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=34273B5B2E5B284E35955230B49146C4.tpdjo12v_1?cidTexte=JORFTEXT000023866281&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

Ces dispositions concernent les assurés du régime général et ceux du régime des salariés agricoles. Cette prise en compte ne portera que sur les indemnités journalières versées dans le cadre de congés maternité débutant à compter du 1^{er} janvier 2012.

Autres thèmes

- Décret n° 2011-399 du 14 avril 2011 relatif aux taux des cotisations de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=34273B5B2E5B284E35955230B49146C4.tpdjo12v_1?cidTexte=JORFTEXT000023861116&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

- Arrêté du 7 avril 2011 portant approbation des modifications apportées aux statuts du régime invalidité-décès des chirurgiens-dentistes

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FD9356E79EB8630CB8B112B669104874.tpdjo07v_3?cidTexte=JORFTEXT000023896463&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

- Arrêté du 13 avril 2011 portant approbation des statuts du régime d'assurance vieillesse complémentaire de la section professionnelle des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000023909782&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id>

Conventions collectives

- Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur des professions libérales

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FD9356E79EB8630CB8B112B669104874.tpdjo07v_3?cidTexte=JORFTEXT000023894413&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

- Arrêté du 23 mars 2011 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des cabinets et cliniques vétérinaires (n° 1875)

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=0FBDF22C87E84348966007BD7E62117B.tpdjo17v_1?cidTexte=JORFTEXT000023800619&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

- Arrêté du 28 mars 2011 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'experts-comptables et de commissaires aux comptes (n° 787)

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=0FBDF22C87E84348966007BD7E62117B.tpdjo17v_1?cidTexte=JORFTEXT000023816928&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

- Arrêté du 28 mars 2011 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale du personnel des cabinets d'avocats (n° 1000)

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=0FBDF22C87E84348966007BD7E62117B.tpdjo17v_1?cidTexte=JORFTEXT000023816935&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

- Arrêté du 28 mars 2011 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets ou entreprises de géomètres-experts, topographes, photogrammètres, experts fonciers (n° 2543)

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=0FBDF22C87E84348966007BD7E62117B.tpdjo17v_1?cidTexte=JORFTEXT000023816951&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

- Arrêté du 1er avril 2011 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale du personnel des huissiers de justice (n° 1921)

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=0FBDF22C87E84348966007BD7E62117B.tpdjo17v_1?cidTexte=JORFTEXT000023830097&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

- Arrêté du 11 avril 2011 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets dentaires (n° 1619)

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=34273B5B2E5B284E35955230B49146C4.tpdjo12v_1?cidTexte=JORFTEXT000023877723&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

- Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la pharmacie d'officine

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000023909987&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id>

Projets

Alternance

Une proposition de loi pour le développement de l'alternance, la sécurisation des parcours professionnels et le partage de la valeur ajoutée a été déposée le 11 avril à l'Assemblée nationale

http://www.cnml.gouv.fr/IMG/pdf_Prop_loi_Cherpion_Perrut_Taugourdeau_alternance_0411.pdf

S'agissant de l'alternance, le texte reprend plusieurs des annonces présidentielles (Cf. Lettre sociale février-mars 2011)

Simplification du droit

La loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit a été définitivement adoptée, le 14 avril, par le Parlement.

<http://www.senat.fr/petite-loi-ameli/2010-2011/405.html>

Négociations

Emploi des jeunes

Le MEDEF, la CGPME et l'UPA, côté employeurs et la CFDT, la CFTC, FO et la CFE-CGC, côté salariés, ont conclu le 7 avril un premier accord prévoyant l'accompagnement renforcé vers l'emploi de 65.000 jeunes en 2011. Cet accord prévoit différentes mesures à destination de trois cibles : les jeunes sortis du système éducatif sans qualification ou diplôme, ceux qui ont suivi un cursus dans l'enseignement supérieur mais qui rencontrent des difficultés à s'insérer professionnellement ainsi que les jeunes qualifiés et/ou diplômés qui ne parviennent pas à trouver un emploi durable.

Par ailleurs, l'accord demande aux Fongecif d'ouvrir prioritairement l'accès au CIF-CDD aux jeunes ayant enchaîné plusieurs contrats courts.

La négociation se poursuit sur les autres thèmes que recouvre l'emploi des jeunes.

Divers

Emploi – Rapprochement CRP et CTP (licenciements économiques dans les entreprises de moins de 1000 salariés)

Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a exposé, dans une lettre adressée aux partenaires sociaux qui négocient actuellement sur ce sujet, sa vision du nouveau dispositif unifié de reclassement des salariés licenciés pour motif économique dans les entreprises de moins de 1000 salariés. Ce dispositif entrerait en vigueur le 1^{er} juin. Il serait intégré au Code du travail et construit sur deux volets : un volet « sécurisation financière » - allocation spécifique versée sur 12 mois maximum - et un volet « accompagnement renforcé ».

CV anonyme

Un rapport d'évaluation de l'impact du CV anonyme a été rendu public. Se fondant sur les résultats d'une expérimentation menée de novembre 2009 à novembre 2010, il conclut que la généralisation du CV anonyme n'est pas justifiée car, si ce type de CV égalise les chances de recrutement des candidats selon leur sexe et celui des recruteurs, il dégrade les perspectives d'emploi des candidats issus de l'immigration ou résidant en zones urbaines sensibles.

<http://www.wk-rh.fr/actualites/upload/synthese-et-rapport-CV-anonyme.pdf>

Insertion professionnelle

L'enquête « génération 2007 » réalisée par le CEREQ vient d'être publiée. Celle-ci démontre d'une part, que les non-diplômés ont été les plus touchés par la crise et d'autre part, que l'apprentissage facilite l'insertion professionnelle.

<http://www.cereq.fr/index.php/sous-themes/Generation-2007-Enquete-2010>

Jurisprudence

Temps partiel : Cass. soc., 30 mars 2011, n° 09-70.853 : L'absence de mention dans le contrat de travail à temps partiel de la répartition de la durée de travail et de sa répartition entre les jours de la semaine ou les semaines du mois déclenche une présomption simple de travail à temps complet. En l'espèce, la Cour de cassation a décidé que l'employeur avait rapporté la preuve de ce que le salarié n'était pas mis à sa disposition constamment en faisant valoir que le salarié avait un autre emploi à l'extérieur de l'entreprise.